

Bill de la Banque en circulation.....	\$ 4,064,610 00
Dépôt ne portant pas intérêt.....	5,277,544 55
Dépôt portant intérêt 18 279,884 90	
Balances dues à d'autres banques au Canada.....	80,213 45
	\$28,602,202 00
	\$17,652,990 72

Actif

Numéraire d'or et d'argent courants.....	\$2,178,667 16
Billets du gouvernement à demande.....	2,133,811 50
Balances dues par d'autres banques au Canada.....	\$ 238,011 03
à par des agents de cette banque et des autres banques en pays étrangers 8,918,032 21	
Dû par agences de cette banque et les autres banques en Angleterre.....	457,761 93
	\$9,613,808 22
Bons du gouvernement, stock de l'Inde etc.....	1,308,000 00
Billets et chèques des autres banques.....	1,082,891 92
	\$17,662,178 80
Bâtiments de la Banque à Montréal et ses succursales.....	600,000 00
Prêts courants et en compte à recevoir de la Banque et autres sociétés et actifs.....	\$31,173,430 07
Dettes garanties par des hypothèques ou autrement.....	352,192 55
Dettes échues non spécialement garanties (Partes prévues).....	240,279 30
	\$30,765,811 92
	\$17,652,990 72

E. F. CLOUSTON, Gérant général.

BANQUE DE MONTREAL, Montréal, 30 avril 1891

Discours au président

Le président, sir Donald Smith, en proposant l'adoption du rapport, dit : Le rapport dont vous venez d'entendre lecture comprend tout ou presque tout ce qu'il convient de dire en cette occasion, et c'est pourquoi mes remarques seront courtes. Bien que nous n'ayons pas à montrer un aussi bon profit que les années passées, nous pouvons dire, d'après ce que nous connaissons des affaires de cette année et l'expérience des années passées, que les revenus de la banque sont tels qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer. Les opérations de la banque, en ce qui regarde ses recettes, ont été très satisfaisantes et sans quelques pertes exceptionnelles qu'il a été impossible à vos directeurs d'éviter, nous aurions pu montrer aujourd'hui un excellent tableau.

En 1835, la balance des profits et pertes était de \$370,540; depuis lors la banque a payé un dividende de 10 pour cent. Elle a même donné une fois un bonus d'un pour cent et, plus tard, un autre de deux pour cent. Elle a, en outre, mis \$200,000 pour le rabais sur les billets escomptés.

Elle a aussi établi la succursale-ouest, rue Ste Catherine, laquelle, vous serez heureux de l'apprendre, j'en suis sûr, est d'un grand profit pour la banque et qui, je n'en doute pas non plus, est d'un grand avantage pour les hommes d'affaires de la partie-ouest. Elle a encore construit de très-beaux édifices dans la ville si prospère de Calgary et elle a voté l'argent nécessaire pour une maison de banque à Regina.

Avec tout cela, il reste une balance de \$439,723 au crédit des profits et pertes ce qui me fait croire que jusqu'ici, nos directeurs n'ont rien à se reprocher. Il n'ont pas cessé d'avoir en vue de procurer aux actionnaires un revenu permanent et sûr et d'assurer, si possible, un dividende régulier de 10 pour cent. Nous sommes sûrs que, non seulement il n'y a pas lieu de s'alarmer, mais que la banque pourra même continuer de payer son dividende de 10 pour cent.

Il y a eu des influences fâcheuses, l'année dernière, comme le bill McKinley, dont tout le monde a tant entendu parler. Les affaires ont souffert par tout le pays; la récolte, l'année dernière, n'a pas été aussi bonne qu'on l'espérait, bien qu'elle promit d'être très-abondante au début. Dans le Ma-

nitoba et le Nord-Ouest, à cause des gélées hâtives et d'un temps exceptionnellement humide avant qu'on pût l'engranger, il y eût une grande diminution; aujourd'hui, la situation est infiniment meilleure et, avec toutes les apparences d'une excellente récolte, on peut compter sur une amélioration générale des affaires sur tout le pays et, en même temps sur des opérations fructueuses pour la banque.

Il serait superflu de faire des prédictions là-dessus; tout dépend presque de ce que sera la récolte, mais comme je viens de le dire si elle est bonne, on peut s'attendre à des jours prospères; car, en dépit des embarras déjà mentionnés au sujet des tarifs, il n'y a pas de doute que le Canada trouvera de nouveaux marchés et ira toujours en prospérant.

Juste à cette époque, l'année dernière, j'avais l'occasion de parler d'illustres visiteurs, alors parmi nous, venus au Canada, à Montréal, en passant par les Indes, la Chine et le Japon, et qui étaient en communication étroite avec Vancouver, et nous nous en réjouissions. Cette année, on a signalé l'arrivée à Vancouver du premier des vapeurs océaniques qui doivent nous apporter les immenses ressources de l'Est.

Quand on songe qu'on se rend aujourd'hui de Londres à Yokohama, au Japon, dans vingt jours on peut dire que c'est un grand pas de fait pour l'avenir du Canada, vu que partie du voyage se fait par le Canada. De plus, nous aurons, sans nul doute, notre service postal rapide à travers l'Atlantique. Nos efforts tendent là et je crois le temps peu éloigné où nous aurons ce service et où on y aura ajouté une ligne directe de la côte du Pacifique au vaste continent de l'Australie, pour partager dans son grand commerce.

Je crois qu'on peut compter que tout le Canada en bénéficiera et que Montréal et, j'en ai le ferme espoir, notre banque ne restera pas en arrière dans cette course au progrès.

Vous n'ignorez pas que la nouvelle loi des banques viendra en vigueur le 1er juillet de cette année. Le principal changement qu'elle apporte à la situation est qu'il y aura une garantie de 5 pour cent de la part de toutes les banques, pour assurer la circulation générale. La banque de Montréal ne considérait point cela nécessaire; mais, dans l'intérêt général, elle s'est conformée au changement. La loi décrète aussi une liste ou exhibit des balances non réclamées. Cela est de peu d'importance, si ce n'est que ce sera un grand surcroît de travail pour tout notre personnel et un peu plus de dépenses, sans rien rapporter aux actionnaires.

Nous entrevoyons une bonne prospérité pour la banque. Son ancien gérant général, M. Buchanan, qui dirigeait les affaires sur les instructions du bureau de direction, a dû, à notre grand regret, quitter son poste à cause de sa mauvaise santé. Le gérant actuel, l'ancien gérant conjoint, qui connaît parfaitement bien les affaires de la banque, les conduira, j'en suis sûr, de tel sorte que vous aurez, comme toujours, à vous féliciter de l'administration.

Un mot encore. Point n'est besoin de dire que la Banque de Montréal ne connaît rien de la politique de parti; elle a pour seul objet de conduire ses opérations de manière à donner le plus d'aide possible aux industries du pays, commerciales et autres, et d'assurer ainsi les plus grands profits à ses actionnaires, sans perdre de vue la sécurité absolue de son capital et, je puis dire, de son repos, que l'on doit regarder comme partie intégrante de son capital et qu'il est nécessaire, chacun le sait, d'assurer.

Un des principaux objets des directeurs a été d'assurer la distribution d'un dividende uniforme, de façon à ce que les actions de la banque approchent le plus possible dans l'opinion du public, des obligations rapportant un revenu régulier, année par année. Et en disant que nous ne connaissons rien de la politique, je désire faire une remarque sur un sujet qui occupe aujourd'hui tous les esprits; je veux parler de l'état de santé du grand homme d'Etat, car nous admettons tous, qu'il en fut un, qui a tant fait pour le progrès du Canada. (Écoutez! Écoutez! Applaudissements.) Je suis

sûr que tout le monde, sans égard aux partis, fait des vœux pour qu'il échappe à la maladie dont il souffre aujourd'hui et qu'il nous soit conservé de longues années encore.

Maintenant, Messieurs, je crois inutile d'en dire plus long. Je suis prêt à répondre à toutes les questions qu'on voudrait bien me faire, relativement aux affaires de la banque, et je le ferai au meilleur de ma connaissance.

Je propose, appuyé par l'honorable G. A. Drummond, que le rapport soit adopté. Et avant de reprendre mon siège, je prierai le gérant-général de vous adresser la parole.

Observations du gérant

M. E. S. Clouston, gérant de la banque, s'exprime en ces termes.

Ce n'est pas une tâche agréable pour moi, M. le Président, que d'avoir à donner, au début de mes fonctions comme gérant, des explications au sujet d'un rapport qui n'est pas tout à fait aussi favorable que ceux des années précédentes. Toutefois, les événements qui ont marqué la période des six mois écoulés ont eu un tel retentissement dans le monde des finances, qu'en les rappelant à ma mémoire je suis heureux de ne pas avoir à expliquer un résultat pire que celui qui vous est soumis aujourd'hui.

Nous avons failli subir une crise financière dont personne n'aurait pu prévoir les conséquences; cette crise financière aurait certainement été la plus désastreuse dont on ait jamais été témoin, mais heureusement elle a été enrayée à temps, grâce à l'habileté et à l'énergie du président de la banque d'Angleterre, auquel les banques et les banquiers les plus importants de Londres ont prêté leurs concours. Depuis quelque temps, un certain malaise se faisait sentir, des rumeurs alarmantes circulaient de toutes parts, et le 6 novembre, la maison Baring déclara à la banque d'Angleterre qu'elle se trouvait dans l'impossibilité de faire honneur à ses engagements. Cependant ce n'est que le 15 de ce mois que cette nouvelle fut publiée. Durant cet intervalle, toutefois, on s'était occupé de prendre des mesures pour éviter la panique que l'on redoutait et dont toutes les phases sont connues aujourd'hui.

Cette crise fut suivie, en décembre, d'une gêne financière à New-York, causée non pas par le manque de fonds dans le pays, mais plutôt par la détention d'une quantité d'or considérable, par crainte de l'opération du *silver bill*, ou, comme quelques personnes le prétendent, dans le but d'affecter les opérations à la Bourse. Soit qu'il faille attribuer ce fait à la crainte des capitalistes, soit qu'il ait été l'œuvre de spéculateurs ou qu'il découle de l'exportation du numéraire pour payer des dettes à l'étranger, l'or disparut et il en résulta un effet marqué sur le marché monétaire. Le crédit fut suspendu; il devint impossible de négocier certaines lettres de change à longue échéance, et il était si difficile d'escompter des effets de commerce que des négociants se trouvèrent dans une grande gêne faute des avantages que les banques leur accordent d'ordinaire. Pendant un certain temps, la situation était alarmante, et ce n'est que lorsqu'on ordonna l'importation d'une certaine quantité d'or que le public fut rassuré et que les affaires reprirent leur cours ordinaire.

Comme vous le savez, messieurs, nous faisons des affaires importantes tant en Angleterre qu'aux Etats-Unis, et bien que nous n'ayons essuyé aucune perte directe pendant l'une ou l'autre de ces périodes, mais qu'au contraire, notre crédit, déjà bien établi, soit resté plus ferme encore qu'auparavant, cependant nous avons soufferts indirectement de cet état de choses. La maison Baring a suspendu ses paiements parce qu'elle s'est trouvée dans l'impossibilité de négocier la quantité d'obligations, la plupart des Etats de l'Amérique du Sud, qu'elle possédait ou contre lesquelles elle avait fait avancé des fonds, et bien que l'aide que lui a prêtée la banque d'Angleterre lui ait donné le temps de liquider ses affaires, cependant il reste encore sur la place de Londres une quantité de valeur encore non négociées. Tant que les valeurs n'auront pas été vendues ou retirées par les porteurs, ce qui arrivera indubitablement quant à la plus grande partie de ces

valeurs, la Bourse s'en retirera et les valeurs de premier ordre même auront une tendance à la baisse. Nous avons toujours une quantité considérable d'obligations et autres valeurs, soit que nous en soyons porteurs ou que nous soyons intéressés dans leur négociation, et nous avons déjà réalisé des profits considérables dans ce genre d'opérations, et bien que celles que nous avons soient de premier ordre, vu que nous n'en avons acceptée aucune d'un caractère hâzardeux et que nous n'ayons eu aucune obligation étrangère depuis trois ans, le cours du marché a baissé et nous avons dû adopter des mesures pour que celles que nous avons suivent le cours de la Bourse.

Pour en revenir au Canada, je dirai que dans le cours de l'année écoulée, il a fallu liquider plusieurs comptes qui étaient en souffrance et nous avons constaté alors que les appropriations étaient tout à fait insuffisantes pour faire face à la diminution des valeurs causée par la dépression commerciale et agricole des trois dernières années.

Je me ferai toujours un devoir de communiquer mes vues aux actionnaires au sujet des opérations de la banque en tant que les intérêts de cette institution me le permettront, mais vous comprendrez facilement qu'il ne serait pas à propos de donner des détails lorsque la plus grande partie des appropriations s'appliquent à des dettes non encore liquidées mais seulement en voie de l'être. Nous avons étudié avec soin l'actif de la banque et nous croyons que les appropriations sont suffisantes. Nous n'avons pas voulu faire un exposé favorable ou défavorable, et nous avons fait une nouvelle évaluation afin d'en arriver à un résultat aussi exact que possible. Règle générale, lorsqu'un mauvais semestre fait suite à un autre, on remarque que les appropriations sont presque toujours insuffisantes, et vous n'avez qu'à vous rappeler quelques faillites récentes pour comprendre combien il est difficile pour une banque d'évaluer d'une manière exacte son actif lorsqu'un compte qui était considéré comme parfaitement bon l'année dernière accuse aujourd'hui une perte de \$50,000 à \$75,000.

L'expérience nous montre que dans les années favorables c'est une erreur de distribuer tous les profits. Il faut bien mieux, afin d'égaliser les dividendes, réserver une partie considérable du surplus des profits, dans les années favorables, pour faire face aux pertes imprévues, dans les mauvaises années. Il devient de plus en plus difficile, vu la concurrence que nous avons à soutenir, de réaliser nos dividendes et hormis d'acquiescer plus de facilité pour les prêts, soit en augmentant notre fonds de réserve, soit en augmentant le chiffre des dépôts, je suis d'opinion qu'il serait imprudent de distribuer une plus large part de nos profits que nous l'avons fait depuis quelques années.

Si les observations que j'ai faites sur la situation du marché monétaire à Londres sont exactes, il est inutile de rappeler à ceux qui contrôlent les finances des municipalités, des villes, corporations et même des gouvernements, qu'il est d'absolue nécessité d'agir avec prudence et économie. Depuis quelques années, il règne une fièvre d'emprunt, même chez les municipalités les moins importantes. Le marché local ne peut absorber qu'une certaine quantité de valeurs et si ces emprunteurs sont forcés de s'adresser à un marché déjà encombré, il est évident qu'ils négocient leurs valeurs difficilement et à des conditions défavorables.

Il est un fait que je crois devoir signaler aux actionnaires. Le crédit de la banque n'a jamais été plus ferme qu'il l'est aujourd'hui et ses ressources pour le succès des opérations ne sont aucunement affectées. En dépit du fait que durant les périodes dont j'ai parlé nous avons été obligés de garder en réserve plusieurs millions en prévision de la panique que l'on redoutait, nos profits bruts, sauf une seule année, ont été les plus considérables que nous ayons réalisés depuis 1878; nos pertes commerciales, cette année, n'ont point été excessives, n'eût été les appropriations spéciales dont j'ai parlé, nous aurions pu vous soumettre un rapport très favorable. Nous avons réalisé de jolis profits par nos opérations d'échange, parce que pendant la période critique dont il a été question, lorsqu'il a été